



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE
PRÉFET DU PUY DE DÔME

**DIRECTION RÉGIONALE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET
DU LOGEMENT**

Nos réf. : 14- 696 MV VL
Affaire suivie par : Michel VIGIER
m.vigier@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 04.73.43.19.72- Fax : 04.73.43.19.80
courriel : puy-de-dome.dreal-auvergne@developpement-durable.gouv.fr

**MISE EN DEMEURE
PREALABLE
AU PROCES-VERBAL**

L'agent en charge de l'inspection du travail dans les carrières au sein de l'Unité Territoriale du Puy de Dôme de la DREAL soussigné,

VU le code du travail et notamment la quatrième partie et plus particulièrement les articles L 4721-4, L 4721-6, R4721-5, R4221-1, R4121-2, R4321-1 à R4321-3, R4323-12, R4323-50, R4323-59, R.4141-1 à R.4141-3-1, R.4412-12 à R.4412-17, R.4224-3 à R.4224-5, R.4224-17, R.4224-18, R.4224-20;

VU le règlement général de l'industrie extractive et plus particulièrement les titres Règles Générales, Equipements de Travail, Véhicules sur Piste, Travail et Circulation en Hauteur apportant compléments au code du travail;

Considérant que lors de la visite d'inspection réalisée le 24 juillet 2014 sur la carrière et ses installations annexes situées au lieu-dit « Les Angles » sur la commune de Mazoires, exploitées par la Sarl Rodriguez Frères, il a été constaté plusieurs manquements réglementaires, notamment pour ce qui concerne :

- les dispositions relatives aux obligations de l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail du titre II du livre II du code du travail :
 - absence de mesures d'empoussiérage aux postes de travail,
 - protection incomplète des éléments mobiles ;
- Les principes généraux de maintenance et d'entretien des équipements de travail prévues à l'article 7 du titre « Equipements de Travail » du règlement général des industries extractives ;
- La prise en compte des observations relevées lors de la visite de l'organisme extérieur de prévention prévue à l'arrêté du 31 décembre 2001 ;
- l'obligation de tenir à jour le document unique prescrit à l'article R.4121-2 du code du travail ;
- les dispositions relatives à l'utilisation des équipements de travail et des moyens de protection du titre II du livre III du code du travail et notamment les articles R.4323-12 et R.4323-59 :
 - remise en état des dispositifs d'accès (rampes, échelles, escaliers, lisses, etc..) aux installations de traitement,
 - dégagement des passages sur les passerelles encombrées par divers matériaux ;
- l'obligation de dispenser une formation sur les risques liés à la santé et à la sécurité des travailleurs

prévues au titre IIII du livre I ;

- les règles de circulation, notamment l'entretien des pistes, établies par le titre « Véhicules sur Pistes » en son article 11 ;
- la prise en compte de la sécurité sur les convoyeurs définie par les prescriptions du Décret du 26 mars 1973 ;

Considérant qu'il résulte de l'ensemble des éléments qui précèdent que les faits constatés constituent une infraction aux textes précités;

Considérant qu'il en résulte une situation dangereuse de nature à compromettre la sécurité et l'hygiène du personnel;

Considérant qu'aux termes des articles L.4721-4 et L.4721-6 du code du travail, lorsque cette procédure est prévue, l'inspecteur du travail, avant de dresser procès-verbal, met l'employeur en demeure de se conformer aux prescriptions des décrets mentionnés aux articles L.4111-6 et L.4321-4 du même code. La mise en demeure indique les infractions constatées et fixe un délai à l'expiration duquel ces infractions doivent avoir disparu;

En conséquence,

DECIDE

1. La Sarl RODRIGUEZ FRERES , dont le siège social est à Arrest BP 22 63 250 Sainte Florine, est mise en demeure de respecter dans la carrière de pouzzolane qu'elle exploite au lieu-dit « Les Angles » sur le territoire de la commune de Mazoires (63), les prescriptions suivantes du code du travail, complétées par des prescriptions du règlement général des industries extractives (RGIE) :

- réparer ou remettre en place les dispositifs protecteurs des différents éléments mobiles, angles entrants au niveau des tambours et rouleaux, têtes motrices, tambours de pied, poulies, stations de renvoi et de tension des installations de traitement des matériaux (code du travail : articles R.4224-3, R.4224-4, R.4224-5, R.4224-17, R.4224-18, R.4224-20 – Décret du 26 mars 1973 : articles 2 et 3) ;
- remplacer le pare-brise en mauvais état de la chargeuse de marque Case type 821 C et les pneus avant de la chargeuse de marque Case type 921 CXR (RGIE : article 7 du titre Équipements de Travail) ;
- prendre en compte les observations relevées lors de la visite de l'organisme extérieur de prévention (arrêté du 31 décembre 2001:article 16) ;
- mettre à jour le document unique (code du travail: article R.4121-2) ;
- remettre en état les dispositifs d'accès (rampes, échelles, escaliers, lisses, etc..) aux cribles et libérer les passages sur les passerelles encombrées par divers matériaux (ferrailles, chaînes, sangles, etc..) - (code du travail : articles R.4323-59 et R.4323-12) ;
- dispenser une formation sur les risques liés à la santé et à la sécurité des travailleurs (code du travail : articles R.4141-1 à R.4141-3-1) ;
- remettre en état la piste principale en bas du site (RGIE : article 11 du titre Véhicules sur Pistes) ;
- vérifier le bon état et la fiabilité des supports du convoyeur situés côté amont de la RD (Décret du 26 mars 1973:article 3) ;
- réaliser les mesures d'empoussiérage aux différents postes de travail de la carrière (code du travail : articles R.4412-12 à R.4412-17 – Décret du 30 août 2013) ;

2. Les prescriptions devront être totalement respectées avant le début de la prochaine période d'activité de la carrière et de ses installations annexes ; ce délai ne pourra pas excéder 6 mois à compter de la réception de la présente décision.

3. La présente décision peut faire l'objet d'une réclamation suspensive par lettre recommandée avec accusé de réception devant la directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi dans un délai maximum de 15 jours à compter de sa réception. Cette réclamation est un préalable obligatoire à tout recours contentieux. La décision contestée doit être jointe au recours.

Fait à CLERMONT-FERRAND, le 22 septembre 2014

Michel VIGIER
signé